

# COMMUNE DE CASTÉTIS

(PYRÉNÉES - ATLANTIQUES)

## ARRÊTE MUNICIPAL

### DESIGNATION DE Mme CASSAGNE Audrey EN QUALITE DE COORDONNATEUR COMMUNAL DES OPERATIONS DE RECENSEMENT

N° 30/2023

Le Maire de la Commune de CASTETIS,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,
- Vu la loi n° 2002-276 relative à la démocratie de proximité et notamment ses articles 156 à 158 relatifs à la rénovation du recensement,
- Vu le décret n° 2003-485 du 5 juin 2003 relatif au recensement de la population,
- Vu le décret n° 2003-561 du 23 juin 2003 portant répartition des communes pour les besoins du recensement de la population,
- Considérant qu'il convient d'organiser les opérations de recensement de la population,

### A R R E T E

**ARTICLE 1er** – Du 18 janvier 2024 au 17 février 2024, Mme CASSAGNE Audrey née le 05 octobre 1983 à PAU, adjoint administratif principal de 1<sup>ère</sup> classe titulaire à temps complet est désignée pour assurer les fonctions de coordonnateur communal des opérations de recensement de la population.

**ARTICLE 2è** – A ce titre, elle sera chargée, sous la responsabilité du Maire, d'organiser les opérations de recensement, de préparer et d'assurer, en liaison avec les services de l'INSEE, la formation des agents recenseurs et d'assurer l'encadrement et le suivi des agents recenseurs. Elle organisera également l'information des habitants sur les opérations de recensement.

**ARTICLE 3è** – Mme Audrey CASSAGNE s'engage à respecter la confidentialité des informations recueillies lors des opérations de recensement. Elle est soumise aux dispositions de la loi n° 51-711 du 7 juin 1951 sur l'obligation, la coordination et le secret en matière de statistiques et au respect du secret professionnel dans les conditions et sous peine des sanctions prévues aux articles 226-13 et 226-14 du code pénal.

**ARTICLE 4è** – Mme Audrey CASSAGNE sera déchargée d'une partie de ses fonctions et conservera sa rémunération habituelle.

**ARTICLE 5è** - En application des dispositions de l'article R 421-1 du Code de Justice Administrative, cette décision peut faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal Administratif de PAU dans le délai de 2 mois de la notification à l'intéressée.

**ARTICLE 6è** – Le présent arrêté, qui sera notifié à l'intéressée, sera affiché dans les locaux de la Mairie.

Fait à CASTETIS, le 23 juin 2023

Le Maire,  
Henri PÉRISSIS

